

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**

Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique

**Septième session**

Bangkok, 5-8 septembre 2017

Points 3 et 14 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Perspectives de politique générale sur la voie d'une région Asie-Pacifique économe en ressources****Questions intéressant la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique:  
perspectives de politique générale sur l'environnement et le développement en Asie et dans le  
Pacifique****Gestion durable des ressources naturelles en Asie et dans  
le Pacifique: tendances, défis et possibilités en matière  
d'utilisation rationnelle des ressources et perspectives de  
politique générale****Note du secrétariat\*\****Résumé*

Le présent document examine notamment dans quelle mesure la gestion durable des ressources naturelles et l'utilisation rationnelle des ressources pourraient offrir aux pays de la région Asie-Pacifique une occasion stratégique d'obtenir des résultats très satisfaisants dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour parvenir au développement durable.

Notant que la gestion durable et efficace des ressources naturelles est un thème récurrent et crucial du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'autres programmes mondiaux, le présent document offre un examen actualisé des tendances, défis et possibilités liés à l'utilisation des ressources naturelles dans la région au cours des dernières années. Il analyse la relation entre cette utilisation (représentée par le concept d'efficacité de l'utilisation des ressources), le bien-être et d'autres aspects du développement durable au cours de la dernière décennie et au-delà. Les résultats de cette analyse concernent certains facteurs de productivité des ressources. Le document identifie également neuf stratégies viables permettant une transition vers l'utilisation rationnelle des ressources au niveau tant macroéconomique que sectoriel. Les délégations souhaiteront peut-être examiner les progrès accomplis dans la région et faire connaître leurs aspirations en matière de coopération régionale en faveur de la gestion durable et efficace des ressources.

\* E/ESCAP/MCED(7)/L.1.

\*\* La soumission tardive du présent document tient à la nécessité d'intégrer les observations supplémentaires faites par divers contributeurs.

## **I. La gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles dans le contexte des nouveaux cadres de développement**

1. En 2015 et 2016, les pays ont adopté cinq textes importants qui donnent des orientations concertées en faveur du développement pour les années à venir: le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris et le Nouveau Programme pour les villes. Ces documents soulignent tous l'importance de la gestion durable des ressources naturelles, qu'ils replacent au centre du développement économique et social. Dans le Programme 2030, en particulier, les pays se disent déterminés à lutter contre la dégradation de la planète, en recourant à des modes de consommation et de production durables et en assurant la gestion durable de ses ressources naturelles. Tous ces cadres internationaux pour le développement réaffirment l'importance de la gestion durable des ressources naturelles.

2. Le Cadre de Sendai reconnaît, parmi ses priorités, qu'il importe de renforcer, dans une optique de durabilité, l'exploitation et la gestion des écosystèmes et de mettre en œuvre des stratégies intégrées de gestion de l'environnement et des ressources naturelles tenant compte de la nécessité de réduire les risques de catastrophe. Il appelle également à promouvoir la coopération transfrontière afin de permettre la mise en place de politiques et de plans de partage des ressources tenant compte des écosystèmes.

3. Le Programme d'action d'Addis-Abeba souligne qu'il faut protéger les écosystèmes pour préserver la planète et les ressources naturelles, la biodiversité et le climat. Il contient un engagement à instituer des cadres politiques cohérents relatifs au financement, à la commercialisation et aux techniques, en vue de protéger, de gérer et de restaurer les écosystèmes et de promouvoir leur utilisation durable. Il appelle également à consacrer des investissements publics et privés aux innovations et aux techniques non polluantes, en notant toutefois que les techniques nouvelles ne peuvent, à elles seules, se substituer aux mesures nécessaires pour éviter les gaspillages ou utiliser efficacement les ressources naturelles. Il souligne aussi que pour rationaliser l'utilisation des ressources, les États, les entreprises et les ménages devront tous modifier leurs comportements en vue d'adopter des modes de consommation et de production durables.

4. L'Accord de Paris, s'il appelle explicitement les pays développés et en développement à préserver et à renforcer les puits de carbone et autres réservoirs biologiques de dioxyde de carbone, notamment les forêts, indique également que le renforcement de la résilience des systèmes socioéconomiques et écologiques passe notamment par la gestion durable des ressources naturelles. Il souligne également qu'il importe de protéger les écosystèmes vulnérables et d'assurer la sécurité alimentaire ainsi que la préservation et la gestion durable des forêts dans les pays en développement.

5. Le Nouveau Programme pour les villes insiste sur le rôle moteur des villes dans la création de modes de consommation et de production durables grâce à des infrastructures économes en ressources et à la gestion des écosystèmes. L'engagement en faveur de l'exploitation durable des ressources et de la protection des écosystèmes imprègne toute la vision du Nouveau Programme pour les villes, une attention particulière étant accordée à la gestion écologiquement rationnelle, au recyclage et à la réduction de tous les déchets,

ainsi qu'aux systèmes qui intègrent les fonctions urbaines et rurales en tirant parti de la proximité des ressources pour promouvoir un développement régional équitable dans le continuum urbain-rural.

6. Le Programme 2030 reconnaît explicitement que le développement économique et social est tributaire d'une gestion durable des ressources naturelles de notre planète. Il appelle de manière répétée à une gestion prudente et efficace des ressources naturelles et du capital naturel; ceci contribuera de manière décisive à la réalisation des objectifs de développement durable, qui visent plus particulièrement à préserver et à exploiter de manière responsable les ressources naturelles ainsi qu'à offrir des possibilités de s'attaquer aux causes socioéconomiques des émissions et de la dégradation de l'environnement. Un certain nombre des objectifs de développement durable et leurs cibles vont dans ce sens:

- L'objectif numéro 6, qui porte sur l'eau et l'assainissement ainsi que l'utilisation et la gestion plus efficaces des ressources en eau;
- L'objectif numéro 7, qui concerne l'énergie propre à un coût abordable et vise à garantir l'accès à l'énergie renouvelable, y compris les nouvelles technologies de combustion propre des combustibles fossiles, et à améliorer l'efficacité énergétique;
- L'objectif numéro 8, qui traite de la création d'emplois décents et de la croissance économique, de l'amélioration progressive de l'efficacité de l'utilisation des ressources dans les modes de consommation et de production et de la dissociation entre croissance économique et dégradation de l'environnement;
- L'objectif numéro 9, qui porte sur l'industrie, l'innovation et l'infrastructure et vise à rendre l'infrastructure et les industries durables par une utilisation plus rationnelle des ressources;
- L'objectif numéro 11, qui s'attache aux villes et aux collectivités durables, à la réduction de l'impact environnemental négatif des villes, à l'amélioration de la gestion des déchets et au renforcement de l'adoption et de la mise en œuvre de politiques et plans d'action intégrés en faveur de l'utilisation rationnelle des ressources;
- L'objectif numéro 12, qui concerne les modes de consommation et de production responsables ainsi que la gestion durable et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
- L'objectif numéro 14 sur les ressources marines, et l'objectif numéro 15 sur les écosystèmes terrestres, qui visent à protéger les ressources marines et terrestres, à mettre un terme à l'appauvrissement du capital naturel représenté par la biodiversité des écosystèmes et à réglementer leur utilisation de manière durable.

7. En outre, l'objectif numéro 1 sur l'élimination de la pauvreté, l'objectif numéro 2 sur l'élimination de la faim et l'objectif numéro 5 sur l'égalité des sexes visent à garantir à tous un accès égal et durable aux services essentiels, plus particulièrement aux terres et aux ressources naturelles; un environnement sain est considéré comme une condition préalable à la réalisation des cibles des objectifs numéros 1 et 3; l'éducation en faveur de modes de vie durables est une des cibles de l'objectif numéro 4 qui vise à assurer une éducation de qualité; et l'objectif numéro 17, qui porte sur les partenariats, vise notamment à offrir de nouvelles possibilités de créer, transférer et diffuser des technologies respectueuses de l'environnement en tant que moyen de mise en œuvre.

8. La manière dont sont généralement structurés les programmes mondiaux en faveur du développement offre la possibilité à la région Asie-Pacifique de mettre l'environnement au cœur des stratégies nationales et régionales de développement durable, en particulier par la gestion durable des ressources naturelles. La mise en œuvre des objectifs de développement durable peut offrir une occasion décisive d'investir dans des processus et des politiques susceptibles d'entraîner une hausse de la productivité et une utilisation plus rationnelle des ressources, pour un avenir durable. Sachant que les ressources naturelles sont intrinsèquement liées entre elles, comme le sont les objectifs de développement durable, et que les stratégies et politiques destinées à atteindre un objectif peuvent aussi bien favoriser qu'entraver les progrès accomplis dans la réalisation des autres, les actions menées au niveau régional devront être concertées en tenant compte de l'ensemble des programmes mondiaux en la matière, avec la participation des différents secteurs.

## **II. Aperçu de l'état d'utilisation des ressources dans la région Asie-Pacifique et incidences sur le développement durable et ses tendances**

9. La gestion durable des ressources naturelles se rapporte à un ensemble de politiques et de pratiques mises en œuvre pour que ces ressources soient exploitées d'une manière et à un rythme qui favorisent la résilience des écosystèmes dont elles proviennent et qui garantissent que leur quantité et leur qualité soient suffisantes pour répondre aux besoins des générations à venir. La santé des écosystèmes et le taux d'exploitation des ressources naturelles témoignent des résultats d'une telle gestion. L'utilisation rationnelle des ressources est l'un des principaux moyens de promouvoir la gestion durable des ressources naturelles et de mesurer les résultats des politiques et pratiques mises en œuvre en la matière. L'efficacité de l'utilisation des ressources est un concept macroéconomique défini par la capacité à créer davantage de biens, de services et de richesse et à améliorer le bien-être des populations, en utilisant moins de ressources naturelles et en émettant moins de gaz à effet de serre.

10. Dans les pays en développement de l'Asie et du Pacifique, qui connaissent une croissance rapide, l'exploitation des ressources et les émissions de dioxyde de carbone sont en hausse, ce qui aggrave les risques et les vulnérabilités qui sont d'ores et déjà responsables de l'appauvrissement des écosystèmes. L'utilisation rationnelle des ressources peut contribuer à atténuer ces risques, notamment les risques économiques liés à l'instabilité des prix des matières ou à la dépendance à l'égard de ressources extérieures, ainsi que les risques sociaux liés aux pressions concurrentes qui s'exercent sur l'accès aux ressources naturelles. L'utilisation efficace des ressources peut également être un moyen de redéfinir les défis environnementaux de manière à les considérer comme autant de possibilités d'accomplir de nouveaux progrès techniques, d'innover et d'accroître la compétitivité industrielle. Il est indispensable de progresser vers une utilisation plus rationnelle des ressources pour l'avenir de la prospérité économique et du bien-être des populations en Asie et dans le Pacifique, ce qui est manifeste dans les objectifs de développement durable, dont la plupart des cibles liées à la gestion durable des ressources naturelles mettent particulièrement l'accent sur l'efficacité de leur exploitation. Il faut, pour mesurer cette efficacité, disposer de données et d'informations sur l'exploitation des ressources naturelles et le développement économique.

11. L'utilisation des ressources naturelles peut être mesurée de différentes façons. La consommation matérielle nationale et l'empreinte matérielle sont deux mesures communément employées. La consommation matérielle nationale d'une économie correspond à la quantité de matières qu'elle utilise principalement à des fins de production. Elle rend compte du volume de matières extraites du milieu naturel, augmenté des importations et déduction faite des exportations. Elle comprend quatre principales catégories de matières, à savoir la biomasse, les combustibles fossiles, les minerais métalliques et les minéraux non métalliques<sup>1</sup>.

12. Les pays peuvent s'approvisionner en produits à forte intensité de matière auprès d'autres pays pour répondre à leur demande de consommation et ainsi afficher une faible consommation matérielle nationale. Pour avoir une vue d'ensemble de toutes les matières utilisées pour répondre à la demande de consommation d'un pays, on a donc recours à l'empreinte matérielle, en tant que mesure complémentaire de la consommation matérielle nationale. L'empreinte matérielle prend en compte les matières premières utilisées pour produire des biens importés, par exemple les sous-produits de téléviseurs importés (comme les déchets métalliques, les sous-produits de la production de métal et les déchets de matières plastiques), augmentées de l'extraction intérieure, déduction faite des sous-produits des exportations. L'empreinte matérielle peut être définie comme l'extraction globale de matières nécessaire pour répondre à la demande de consommation intérieure finale d'un pays.

13. L'efficacité de l'utilisation des ressources est quantifiée par l'évolution de l'intensité d'utilisation des ressources au fil du temps. Cette intensité mesure la quantité de ressources utilisées (au moyen de la consommation matérielle nationale, de l'empreinte matérielle ou de l'énergie et de l'eau consommées) par unité de produit intérieur brut (PIB). Si l'intensité d'utilisation des ressources d'une économie diminue d'une période à l'autre, on considère donc que cette économie a utilisé ses ressources plus efficacement. Autrement dit, cette économie est désormais capable de créer la même unité de production (mesurée par le PIB) en consommant moins de matières (ce qui est mesuré par la consommation matérielle nationale ou l'empreinte matérielle) ou d'autres ressources (énergie, eau et terres).

14. Le PIB<sup>2</sup> étant une mesure limitée du développement, les indicateurs de l'utilisation rationnelle des ressources fondés sur le PIB présentent les mêmes limites. Dans sa publication intitulée *State of the Environment in Asia and the Pacific 2005* (État de l'environnement en Asie et dans le Pacifique 2005), la CESAP soulignait qu'il importait d'utiliser des indicateurs généraux qui permettent d'obtenir une vision plus globale de l'utilisation de ressources environnementales, comme le taux de ressources économisées ou l'accumulation d'avantages économiques, et qui tiennent compte des limites de la dotation en ressources naturelles, comme les contraintes qui pèsent sur la capacité d'absorption de l'environnement. Toutefois, l'absence de données permettant d'établir des comparaisons entre les pays limite l'utilisation de tels indicateurs.

15. Une autre mesure importante des résultats des politiques et pratiques favorables à l'utilisation rationnelle des ressources est le « découplage ». Il s'agit de dissocier l'exploitation des ressources de la croissance économique, signe d'une utilisation plus efficace des ressources. Le facteur de découplage (voir l'encadré 1) aide à quantifier la dissociation entre l'utilisation des

<sup>1</sup> Voir <https://unstats.un.org/sdgs/files/metadata-compilation/Metadata-Goal-12.pdf>.

<sup>2</sup> Toutes les valeurs du PIB utilisées dans le présent document sont exprimées en dollars des États-Unis à prix constants de 2005.

ressources et le PIB pour certaines périodes données. Un découplage relatif se produit au cours de la période considérée lorsque ce facteur affiche une valeur située entre 0 et 1 (1 indiquant un découplage maximal), tandis qu'il enregistre une valeur négative s'il y a « recouplage » entre l'utilisation des ressources et l'activité économique.

16. Les indicateurs de l'efficacité de l'utilisation des ressources employés aux fins de la présente analyse suivent le cadre d'indicateurs du Programme 2030. Plus particulièrement, les indicateurs proposés au titre de l'objectif de développement durable numéro 12, à savoir la consommation matérielle nationale par habitant, l'empreinte matérielle par habitant, la consommation matérielle nationale par unité de PIB et l'empreinte matérielle par unité de PIB, sont les principaux indicateurs d'efficacité utilisés dans le présent document. En outre, étant donné l'importance de l'énergie en tant que ressource, l'approvisionnement total en énergie primaire par habitant et l'approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB sont également utilisés comme indicateurs dans les sections pertinentes. Ces indicateurs sont liés à l'objectif de développement durable numéro 7, qui vise à multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici à 2030.

#### Encadré 1

#### **Définitions: Productivité des ressources et intensité et efficacité de l'utilisation des ressources**

**Productivité des ressources (RP):** Le terme de « productivité » est employé pour qualifier la production économique (généralement mesurée en termes monétaires) d'un facteur. La productivité matérielle et énergétique est donc égale à la production économique (Y) par unité de ressource naturelle consommée (M) (par exemple, la consommation matérielle nationale, l'empreinte matérielle ou l'énergie consommée). La productivité des ressources pour une année i se calcule donc comme suit:  $RP(i) = Y(i)/M(i)$ .

**Intensité d'utilisation des ressources (RI):** Elle correspond à l'inverse de la productivité des ressources; elle mesure donc la quantité de matières (M(i)) utilisée par unité de production économique (Y(i)). L'intensité d'utilisation des ressources pour une année i se calcule donc comme suit:  $RI(i) = M(i)/Y(i)$ .

**Efficacité de l'utilisation des ressources (RE):** Aux fins de la présente analyse, une utilisation plus rationnelle des ressources correspond à une production économique à plus faible intensité de ressource (consommation matérielle nationale par unité de PIB, empreinte matérielle par unité de PIB ou approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB). Une utilisation plus efficace des ressources en année k qu'en année i revient donc à écrire:  $RI(i) > RI(k)$ . Autrement dit, chaque unité de production économique de l'année k a consommé moins de matières que l'année i.

**Facteur de découplage:** Il permet de mesurer le découplage entre la période 0 et la période t, et se calcule comme suit:

$$\text{Facteur de découplage (période 0 – t)} = 1 - \frac{\frac{\text{ressources utilisées}(t)}{\text{production}(t)}}{\frac{\text{ressources utilisées}(0)}{\text{production}(0)}}$$

*Source:* Adaptation du document du Programme des Nations Unies pour l'environnement intitulé *Resource Efficiency: Potential and Economic Implications. A report of the International Resource Panel* (à paraître, 2017), et du document intitulé *Indicators to measure decoupling of environmental pressure from economic growth*, publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques en 2010 et disponible à l'adresse suivante: <http://www.oecd.org/environment/indicators-modelling-outlooks/1933638.pdf>.

17. La section qui suit s'appuie sur un ensemble de données concernant 25 pays<sup>3</sup> de la région Asie-Pacifique, qui montre les tendances en matière d'utilisation des ressources et d'efficacité pour la période 1990-2015. Ce sont les seuls pays de la région pour lesquels on dispose de données comparables en la matière pour toute cette période. Toutefois, puisqu'il représente 80 % du PIB de la région Asie-Pacifique et 90 % de sa population, ce groupe de pays est représentatif de la région. L'analyse débute par une mesure globale de l'utilisation des ressources et de son efficacité, afin de donner une vue d'ensemble des tendances régionales. Elle montre ensuite les liens entre les mesures de l'efficacité de l'utilisation des ressources et les indicateurs de développement humain et certaines cibles associées aux objectifs de développement durable concernant l'accès à l'eau, l'énergie, les changements climatiques et la gestion des déchets<sup>4</sup>. L'analyse des données conduit à d'importantes constatations qui ouvrent la voie à certaines stratégies et solutions politiques primordiales pour mettre la coopération régionale au service de la promotion de l'utilisation rationnelle des ressources. En analysant ces tendances et en démontrant l'existence de liens entre l'efficacité de l'utilisation des ressources et le développement durable, on dispose d'arguments de poids en faveur des méthodes et des politiques favorables à l'utilisation rationnelle des ressources.

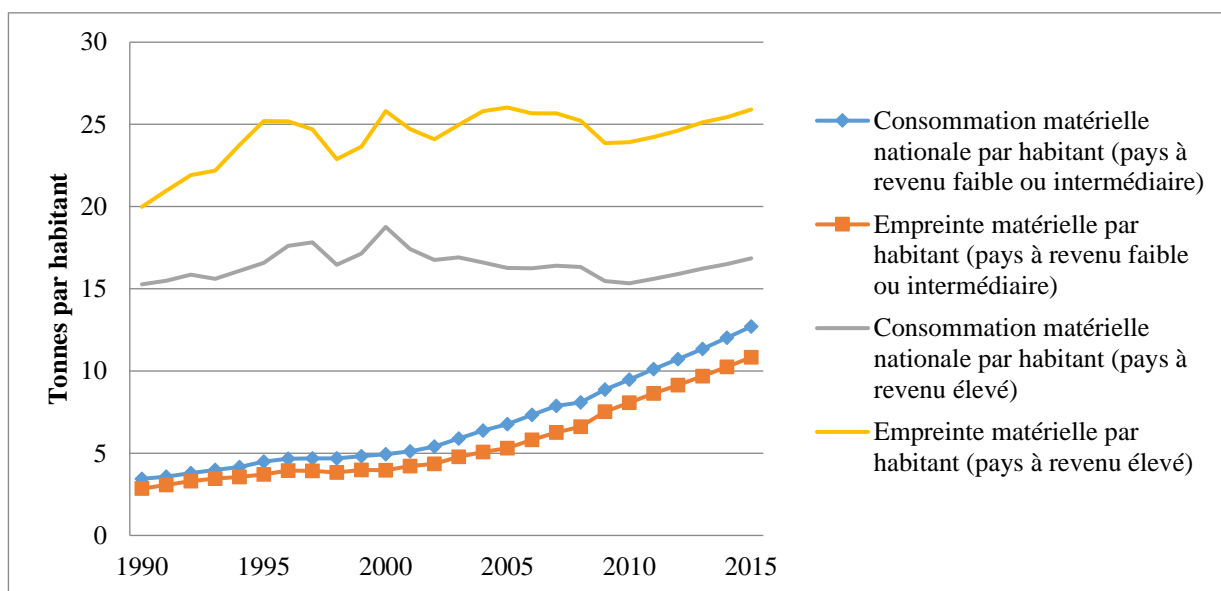
#### **A. Tendances générales concernant l'utilisation des ressources et son efficacité**

18. Entre 1990 et 2015, la plupart des pays de la région ont vu leur consommation de ressources, tant en valeur absolue que par habitant, s'accroître considérablement. Le volume de ressources utilisées est très différent dans les pays à revenu élevé et dans les autres pays de la région, mais cet écart se comble rapidement, surtout sur le plan de la consommation matérielle nationale par habitant. Au cours de la période considérée, la consommation matérielle nationale par habitant a augmenté de 270 % dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, contre 10 % dans les pays à revenu élevé. L'empreinte matérielle par habitant s'est accrue de près de 280 % dans les pays à revenu faible ou intermédiaire et de 29 % dans les pays à revenu élevé (figure I).

<sup>3</sup> Pays à revenu faible ou intermédiaire: Afghanistan; Bangladesh; Bhoutan; Cambodge; Chine; Fidji; Inde; Indonésie; Malaisie; Maldives; Mongolie; Myanmar; Népal; Pakistan; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Philippines; République démocratique populaire lao; Sri Lanka; Thaïlande; et Viet Nam. Pays à revenu élevé: Australie; Japon; Nouvelle-Zélande; République de Corée; et Singapour.

<sup>4</sup> Ces corrélations, sauf indication contraire, se fondent sur des estimations à partir de données de panel pour l'échantillon complet avec des effets fixes adaptés à chaque pays, pour un coefficient de confiance minimal de 90 %.

Figure I  
Évolution de l'utilisation de matières



Source: Calculs de la CESAP à partir de données issues de sa base de données statistiques, disponible à l'adresse suivante: [http://data.unescap.org/escap\\_stat/](http://data.unescap.org/escap_stat/) (consultée le 12 juin 2017).

19. La transformation de la Chine en « usine du monde » explique sa part croissante dans la consommation des ressources. Ainsi, la part de la Chine dans la consommation matérielle totale de la région est passée de 38 % en 1990 à 67 % en 2015. La région représentait environ 60 % de la consommation matérielle et 55 % de l'empreinte matérielle à l'échelle mondiale<sup>5</sup>, mais seulement 32 % du PIB mondial en 2015. Ces données agrégées révèlent à quel point l'utilisation des ressources dans la région est inefficace par comparaison avec le reste du monde. Toutefois, elles montrent aussi que des améliorations importantes sont possibles si l'on exploite les ressources plus efficacement.

20. Les secteurs qui contribuent le plus à l'empreinte matérielle sont ceux du bâtiment et de la fabrication, suivis de ceux des services et de l'agriculture. L'empreinte matérielle assez importante du secteur des services signifie que la transition vers une économie de services se traduira tout de même par une empreinte matérielle non négligeable. Pour ce qui est des éléments constitutifs de cette empreinte matérielle, il s'agit majoritairement de minéraux et de biomasse, suivis par les combustibles fossiles et les métaux.

## 1. Tendances en matière d'efficacité de l'utilisation des ressources

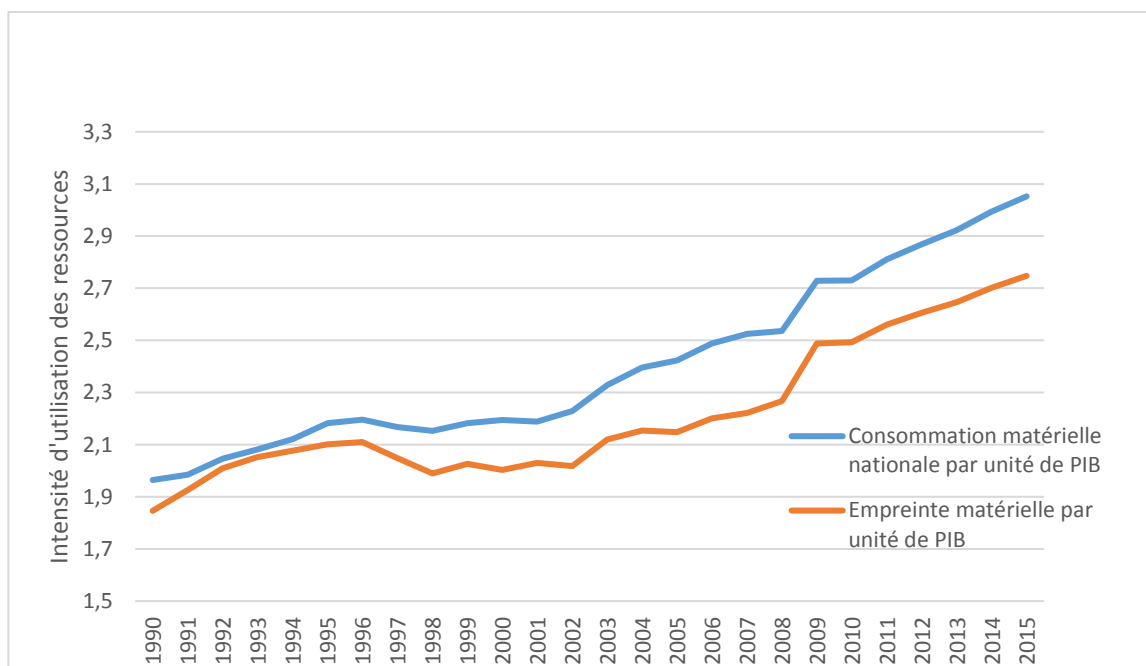
21. La figure II montre l'évolution de l'intensité d'utilisation des ressources entre 1990 et 2015. Bien que la région soit parvenue, dans une certaine mesure, à utiliser les ressources plus efficacement au cours de cette période (comme le montre la réduction de l'intensité d'utilisation des ressources), ces progrès se sont ralentis au début des années 2000. D'ailleurs, l'efficacité de l'utilisation des ressources n'a fait que décliner depuis. Ce phénomène est attribuable à la part moins importante des économies qui utilisent très efficacement les ressources, comme le Japon, dans l'activité économique régionale. La CESAP et la Banque asiatique de développement ont ainsi souligné dans le document intitulé *Green Growth, Resources and Resilience: Environmental Sustainability in Asia and the Pacific* (Croissance

<sup>5</sup> Ces données datent de 2010 en raison de la disponibilité limitée de données mondiales agrégées relatives à l'empreinte matérielle et à la consommation matérielle nationale.



verte, ressources et résilience: la viabilité environnementale en Asie et dans le Pacifique) que l'accroissement rapide de l'intensité d'utilisation des ressources dans la région Asie-Pacifique entre 2000 et 2005 s'était traduit par une hausse mondiale de cette intensité. Ainsi que le montre la figure II, l'augmentation rapide de cette intensité s'est poursuivie après 2005. De plus, la région a connu une nouvelle baisse de l'efficacité de l'utilisation des ressources entre 2010 et 2015, par comparaison avec la période 2005-2010, l'intensité étant passée de 2,6 en moyenne sur cinq ans à 2,9 (en termes de consommation matérielle nationale par unité de PIB) et de 2,3 à 2,6 (en termes d'empreinte matérielle par unité de PIB). En outre, l'Asie-Pacifique est la région du monde qui utilise le moins efficacement ses ressources (en termes d'empreinte matérielle par unité de PIB)<sup>6</sup>. Ces tendances mettent en évidence qu'il est nécessaire d'adopter de toute urgence des politiques favorables à une utilisation plus rationnelle des ressources.

Figure II  
**Évolution de l'intensité d'utilisation des ressources**  
(en kilogramme par dollar des États-Unis)



Source: Base de données statistiques de la CESAP (voir figure I).

Note: La valeur agrégée est pondérée par le PIB.

22. Cependant, le secteur de l'énergie de la région utilise les ressources toujours plus efficacement. L'intensité énergétique est en baisse: elle est tombée de 222 kg d'équivalent pétrole pour 1 000 dollars de PIB en 1990 à 145 kg en 2014. De manière générale, l'intensité énergétique s'est réduite dans tous les secteurs de production, à l'exception notable du secteur résidentiel. Malgré ces progrès, la région Asie-Pacifique affiche la plus forte intensité énergétique de toutes les régions du monde<sup>7</sup>.

<sup>6</sup> À partir de données datant de 2010, année pour laquelle des données comparables pour les autres régions sont disponibles.

<sup>7</sup> *Regional Cooperation for Sustainable Energy in Asia and the Pacific* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.17.II.F.10). Disponible à l'adresse suivante: <http://www.unescap.org/sites/default/files/publications/REGIONAL%20COOPERATION%20FOR%20SUSTAINABLE%20ENERGY%20IN%20ASIA%20AND%20THE%20PACIFIC.pdf>.

## 2. Dissocier utilisation des ressources et croissance économique

23. Entre 1990 et 2015, rien ou presque n'indique un découplage notable (soit un facteur de découplage proche de zéro) en termes de consommation matérielle nationale et d'empreinte matérielle, même si une dissociation relativement plus marquée a eu lieu en ce qui concerne l'énergie. Toutefois, on semble observer plus généralement une régression progressive et alarmante du découplage et même un recouplage sur la période 2010-2015. Par exemple, s'agissant de la consommation matérielle nationale, 19 pays sur les 25 de l'échantillon montraient des signes de découplage entre 1990 et 1995; ils n'étaient plus que 10 en 2010-2015. En outre, en termes d'empreinte matérielle totale, entre 1995 et 2000, 21 pays affichaient une tendance au découplage, mais entre 2010 et 2015, seuls 10 pays semblaient toujours engagés sur cette voie. Ces tendances suscitent des préoccupations et demandent à être analysées de plus près. La région Asie-Pacifique est néanmoins parvenue à dissocier la consommation d'énergie de la croissance du PIB<sup>7</sup>.

## B. Liens entre l'efficacité de l'utilisation des ressources et le développement durable

### 1. Efficacité de l'utilisation des ressources et développement humain

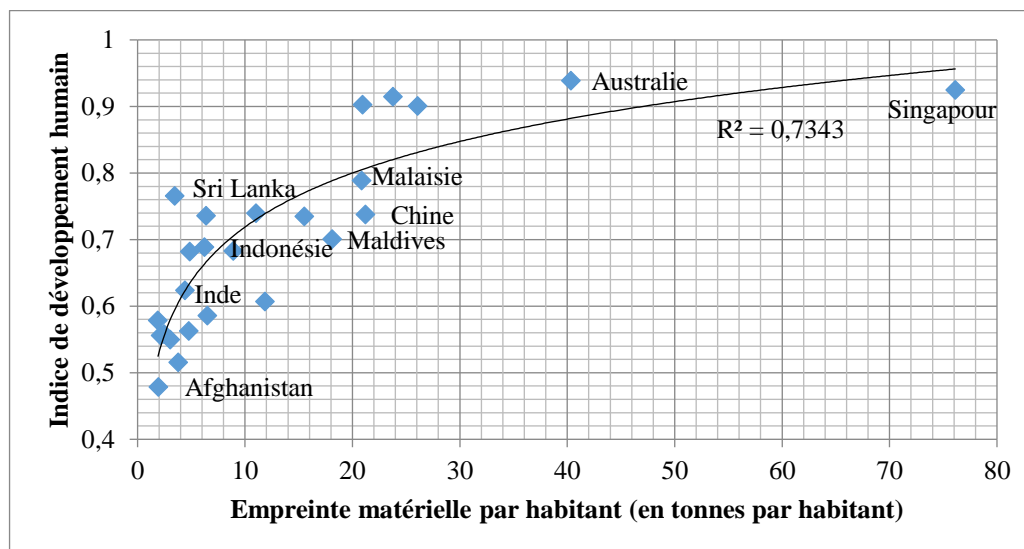
24. L'efficacité avec laquelle les ressources sont utilisées a une incidence plus large sur le développement humain et le développement durable. La consommation de matières est nécessaire à la construction d'infrastructures et à la production d'intrants qui revêtent une importance capitale pour assurer aux populations une bonne santé et une qualité de vie élevée. La relation entre la consommation de ressources et le développement humain n'a pas encore été suffisamment étudiée<sup>8</sup>; plus particulièrement, la question de savoir si les ressources sont utilisées équitablement de manière à profiter aux populations demande des recherches plus approfondies<sup>9</sup>. Le lien entre l'efficacité de l'utilisation des ressources en termes de consommation matérielle et le développement humain n'a pas non plus été suffisamment examiné. La présente section propose une première analyse de ces relations.

25. Dans la présente section, l'indice de développement humain sert de mesure du développement humain et d'évaluation approximative du bien-être. Cet indice intègre trois aspects clefs du développement humain: l'espérance de vie, l'éducation et le revenu par habitant. La figure III montre la relation entre la consommation matérielle par habitant et l'indice de développement humain. Comme attendu, il faut une empreinte matérielle par habitant élevée pour atteindre un niveau de développement humain élevé. La figure indique également des rendements d'échelle décroissants de la consommation matérielle nationale par rapport au niveau de développement humain correspondant. Cela signifie qu'en moyenne, à mesure qu'un pays atteint un niveau de développement humain moyen ou élevé, même d'importantes augmentations de sa consommation matérielle par habitant ne se traduisent que par une amélioration minimale de son indice de développement humain.

<sup>8</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Global Material Flows and Resource Productivity Report* (Paris, 2016).

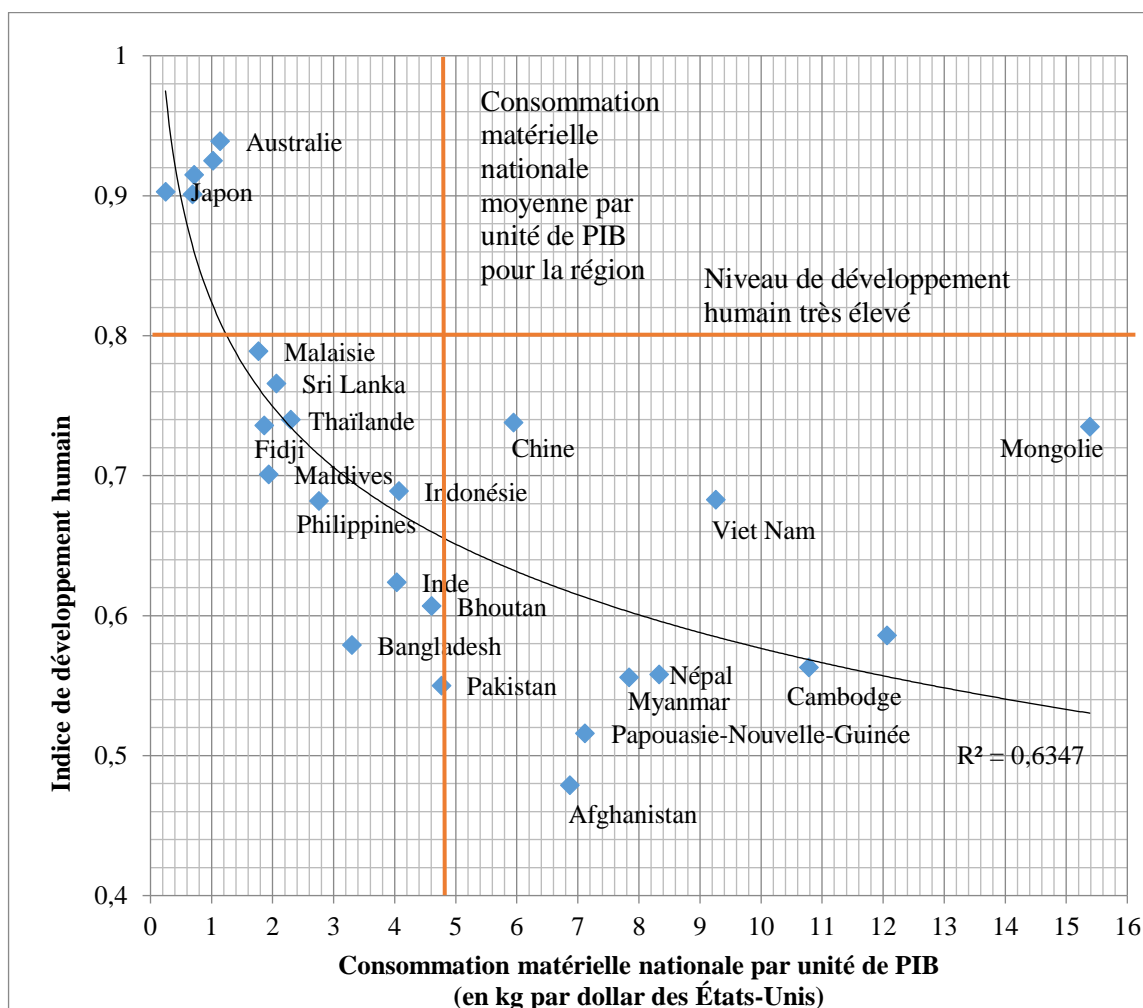
<sup>9</sup> CESAP, Banque asiatique de développement et Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Green Growth, Resources and Resilience: Environmental Sustainability in Asia and the Pacific* (ST/ESCAP/2600).

Figure III  
Indice de développement humain et empreinte matérielle par habitant, 2015



Source: Base de données statistiques de la CESAP (voir figure I).

Figure IV  
Indice de développement humain et consommation matérielle nationale par unité de PIB, 2015



Source: Base de données statistiques de la CESAP (voir figure I).

26. Lorsque l'on analyse les liens entre l'efficacité de l'utilisation des ressources et l'indice de développement humain, on voit apparaître certaines tendances intéressantes (figure IV). De manière générale, seuls les pays qui utilisent les ressources très efficacement ont aussi atteint un niveau de développement humain très élevé (qui correspond à une valeur de l'indice de 0,8). Dans l'échantillon analysé, on constate une très forte corrélation entre l'indice de développement humain et l'efficacité de l'utilisation des ressources pour la période 1990-2015. Bien que l'on puisse avancer que ce lien est dû au facteur du revenu, qui peut à la fois jouer sur l'efficacité et sur l'indice, cette corrélation demeure importante même en faisant explicitement abstraction du revenu. La relation entre l'efficacité de l'utilisation des ressources et des indicateurs de développement tels que l'indice de développement humain doit donc être étudiée de manière plus approfondie pour comprendre les liens et les mécanismes de causalité.

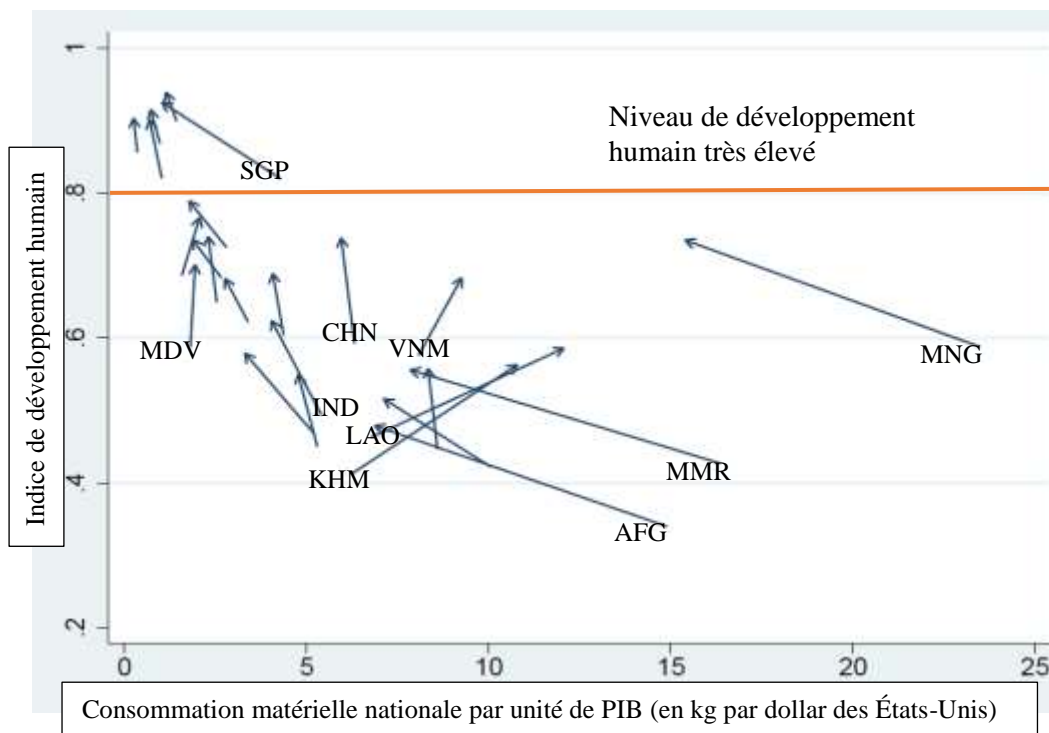
27. En outre, on voit apparaître certaines tendances intéressantes lorsque l'on examine l'évolution des différents pays en termes d'indice de développement humain et d'efficacité de l'utilisation des ressources. La plupart des pays qui sont parvenus à utiliser les ressources plus efficacement ont également vu leur indice de développement humain s'accroître simultanément, quel que soit le niveau de celui-ci. Dans la figure V, cette évolution est représentée par une progression en direction du coin supérieur gauche du graphique. La majorité des pays de l'échantillon ont connu une transition allant dans le sens de cette progression optimale, à la fois en termes d'efficacité de l'utilisation des ressources et de développement humain, à l'exception toutefois de certains pays comme le Cambodge, la République démocratique populaire lao et le Viet Nam, qui, il convient de le remarquer, sont trois des nouveaux centres de production de l'Asie<sup>10</sup>. Ce phénomène soulève la question de savoir si le transfert de production manufacturière des régions plus développées vers ces pays s'est traduit par une utilisation moins efficace des ressources et par des contraintes accrues s'exerçant sur l'environnement. En outre, le fait que ces pays aient vu leur indice de développement humain s'accroître considérablement malgré une utilisation moins efficace des ressources semble indiquer que la dimension environnementale doit être davantage prise en compte dans des indices de développement tels que l'indice de développement humain<sup>11</sup>.

---

<sup>10</sup> Karl Lester M. Yap, *Asia's smallest economies among its fastest growing*, 13 janvier 2017. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-01-12/asia-s-smallest-economies-are-among-its-fastest-growing>.

<sup>11</sup> Norma Maccari, *Sustainable human development: human development index and the environment*, *International Journal of Sustainable Human Development*, volume 2, numéro 1 (avril 2014), pages 29-34.

Figure V  
Évolution des pays en termes d'indice de développement humain et de consommation matérielle nationale par unité de PIB, 2000 à 2015



Source: Base de données statistiques de la CESAP (voir figure I).

Abréviations: AFG, Afghanistan; CHN, Chine; IND, Inde; KHM, Cambodge; LAO, République démocratique populaire lao; MDV, Maldives; MMR, Myanmar; MNG, Mongolie; SGP, Singapour; VNM, Viet Nam.

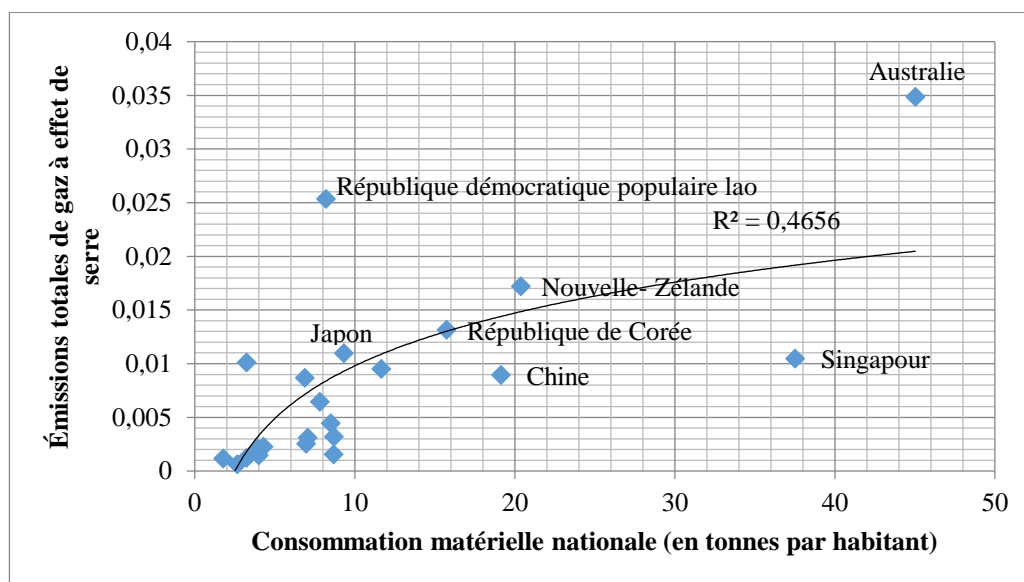
## 2. Efficacité de l'utilisation des ressources et objectifs de développement durable

28. L'efficacité avec laquelle les ressources sont utilisées a également une incidence sur plusieurs objectifs de développement durable qui n'ont pas de rapport direct avec les modes de consommation et de production durables. Les liens avec les cibles relatives à l'éducation et à la santé ont déjà été mis en évidence dans la section qui traite de l'indice de développement humain. Une utilisation plus rationnelle des ressources par habitant semble s'accompagner de meilleurs résultats en matière d'accès à l'eau, à l'électricité et à l'assainissement. Toutefois, cette amélioration semble avoir des rendements d'échelle décroissants, comme pour l'indice de développement humain. En outre, on observe une forte corrélation positive entre l'efficacité de l'utilisation des ressources et l'accès à l'eau et à l'assainissement (objectif numéro 6) et à l'électricité (objectif numéro 7) dans la région, et ce même en faisant abstraction du revenu, qui n'est donc apparemment pas un facteur déterminant. Ainsi, une utilisation plus rationnelle des ressources pourrait ouvrir la voie à une accélération de l'atteinte des cibles concernant l'eau, l'assainissement et l'énergie. Il faut toutefois étudier plus précisément la manière exacte dont l'efficacité de l'utilisation des ressources pourrait influencer sur l'atteinte de ces cibles et d'autres cibles associées aux objectifs de développement durable.

29. L'utilisation rationnelle des ressources peut également ouvrir la voie à de nouvelles stratégies d'atténuation des changements climatiques et de résilience face aux changements climatiques<sup>12</sup>. La consommation de ressources par habitant est fortement corrélée avec les émissions totales de gaz à effet de serre (figure VI). Une dépendance accrue à l'égard de la consommation de matières a donc d'importantes répercussions sur le coût des changements climatiques (représenté par les émissions de gaz à effet de serre). S'il existe une relation positive et sensible entre ces émissions par habitant et l'efficacité de l'utilisation des ressources en termes de consommation de matières, cette relation reste de faible ampleur. Un accroissement de 1 % de cette efficacité semble se traduire par une baisse de seulement 0,3 % des émissions de gaz à effet de serre par habitant dans l'échantillon<sup>13</sup>. Une amélioration même importante de l'efficacité de l'utilisation des ressources ne serait donc pas suffisante pour réaliser les ambitions définies dans l'Accord de Paris en matière d'atténuation des changements climatiques. À vrai dire, certaines des économies de la région qui utilisent les ressources le plus efficacement affichent encore des taux d'émissions par habitant très élevés. On constate cependant que l'efficacité énergétique a une plus grande incidence sur les émissions. L'Agence internationale de l'énergie estime que l'efficacité énergétique pourrait permettre de réaliser 40 % des réductions d'émissions nécessaires pour atteindre les cibles fixées par l'Accord de Paris à l'horizon 2050<sup>7</sup>. Les stratégies favorables à une utilisation plus rationnelle des ressources devraient donc faire partie d'un plus large éventail de politiques d'atténuation des changements climatiques.

Figure VI

### Émissions de gaz à effet de serre et consommation de ressources par habitant, 2011



Source: Base de données statistiques de la CESAP (voir figure I).

<sup>12</sup> Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, *Resource Productivity for Climate Action*, 2010. Disponible à l'adresse suivante: [http://www.unido.org/fileadmin/user\\_media/Services/Environmental\\_Management/Cleaner\\_Production/Resource\\_productivity\\_Climate\\_Action.pdf](http://www.unido.org/fileadmin/user_media/Services/Environmental_Management/Cleaner_Production/Resource_productivity_Climate_Action.pdf).

<sup>13</sup> On a procédé à une régression des données de panel pour estimer le modèle  $\log(\text{émissions de gaz à effet de serre par habitant}) = a(\log(\text{consommation matérielle par unité de PIB})) + b(\log(\text{PIB})) + \text{constante}$ . L'élasticité de la relation entre les émissions par habitant et l'efficacité de l'utilisation des ressources (mesurée par  $b$ ) est égale à 0,3.

### III. Moteurs de l'utilisation rationnelle des ressources et orientations stratégiques pour amorcer une transition en ce sens

30. L'examen, dans la section précédente, des tendances en matière d'utilisation rationnelle des ressources dans la région nous livre des informations utiles à l'élaboration de recommandations éclairées sur les orientations stratégiques à privilégier pour amorcer la transition vers la gestion durable des ressources naturelles et l'utilisation plus rationnelle des ressources. Un des principaux messages qui ressort est que l'utilisation peu rationnelle des ressources dans la région offre une marge d'amélioration et de progrès considérable. Compte tenu de l'empreinte matérielle élevée des pays développés de la région du fait de leurs modes de consommation, l'utilisation plus rationnelle des ressources exigera une action concertée de la part des pays développés et des pays en développement.

31. Des études menées à l'échelle mondiale ont analysé les principaux facteurs déterminant la productivité des ressources (l'inverse de l'intensité d'utilisation des ressources), à savoir le revenu, la densité de population, le niveau technologique, la structure économique, la structure énergétique et le commerce des matières premières. Dans la présente section, une analyse rétrospective multivariée de plusieurs pays pour la période 1990-2015 permet de mettre en évidence, à l'échelle macroéconomique, certains des facteurs socioéconomiques de la productivité des ressources.

#### Encadré 2

#### Cadre analytique mettant en évidence les facteurs déterminant la productivité des ressources

Un modèle dit à « effets fixes » reposant sur des données de panel a été utilisé pour déterminer l'importance statistique de certains des principaux facteurs socioéconomiques<sup>a</sup> de la productivité des ressources à partir de l'échantillon analysé pour la période 1990-2015 (analyse fondée sur 650 observations). Ce modèle empirique s'inspire d'une étude<sup>b</sup> qui fait appel à une approche de modélisation fondée sur la simulation pour déterminer les principaux facteurs socioéconomiques qui influent sur la productivité des ressources au niveau mondial. Les facteurs recensés grâce à cette approche sont utilisés dans l'estimation avancée dans le modèle empirique exposé ci-dessous:

$$\begin{aligned} \text{Productivité des ressources}_{it} = & \alpha_0 \text{PIB} + \\ & \alpha_1 \text{part du secteur manufacturier dans le PIB} + \alpha_2 \text{part des services dans le PIB} + \\ & \alpha_3 \text{part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale} + \\ & \alpha_4 \text{part des exportations de produits minéraux dans les recettes totales d'exportation} + \\ & \alpha_5 \text{part des matières premières agricoles et des ressources minérales dans les importations totales} + \\ & \alpha_6 \text{densité de population} + \varepsilon_{it} \end{aligned}$$

<sup>a</sup> Base de données de la Banque mondiale sur les indicateurs du développement dans le monde. Disponible à l'adresse: <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators> (site consulté le 12 juin 2017).

<sup>b</sup> Yu Gan et al., « How to deal with resource productivity? », *Journal of Industrial Ecology*, vol. 17, n° 3 (3 janvier 2013).

32. À partir du cadre analytique présenté dans l'encadré 2 et sur la base des conclusions des analyses figurant dans le présent document, la section suivante examine neuf grandes orientations stratégiques pouvant être suivies pour promouvoir une utilisation rationnelle des ressources. Ces orientations sont regroupées en deux volets – à savoir, échelon macroéconomique et échelon

sectoriel – ce qui suggère qu’il convient d’intervenir à tous les niveaux pour stimuler l’utilisation rationnelle des ressources. Elles s’accompagnent d’exemples concrets concernant des pays de la région (tant développés qu’en développement), et offrent à ce titre des possibilités de partager les données d’expérience et de développer la coopération régionale.

## **A. Orientations stratégiques au niveau macroéconomique**

33. Pour assurer la transition vers l’utilisation rationnelle des ressources, l’adoption de mesures au plus haut niveau politique s’impose. Ces orientations macroéconomiques joueront un rôle essentiel pour assurer la cohérence politique requise et mettre en place les cadres favorables nécessaires à la transition vers l’utilisation efficace des ressources. Elles seront décisives pour intégrer les trois dimensions du développement durable.

### **1. Incorporer les objectifs en matière d’efficacité de l’utilisation des ressources dans les cadres nationaux de développement**

34. Les objectifs en matière d’efficacité de l’utilisation des ressources doivent faire partie des principes directeurs fondamentaux des cadres nationaux de développement afin de favoriser les progrès en ce sens. Plusieurs pays de la région ont déjà pris des mesures à cet effet. Par exemple, le Gouvernement chinois a inclus dans ses douzième et treizième plans quinquennaux<sup>14</sup> des cibles spécifiques relatives à l’utilisation rationnelle des ressources. En Australie, le gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud a adopté en la matière une politique publique axée sur l’énergie, l’eau, la qualité de l’air et la gestion des déchets, politique que les principaux organismes publics sont tenus de respecter, les autres entités étant vivement encouragées à l’adopter<sup>15</sup>. Il importe également de mettre en place un régime institutionnel approprié permettant d’assurer le suivi et la coordination interministérielle de ces vastes objectifs nationaux en matière d’utilisation rationnelle des ressources. Les rôles que les divers ministères seront appelés à jouer pour faciliter leur réalisation doivent être clairement définis et arrêtés dès le départ, afin de favoriser une meilleure intégration des politiques. En suivant les progrès accomplis pour atteindre les objectifs définis au niveau national, les pays peuvent apprécier l’efficacité de la palette de mesures existantes visant à promouvoir plus généralement l’utilisation rationnelle des ressources.

### **2. Définir des mesures juridiques et réglementaires ciblées pour faire respecter les normes en matière d’utilisation rationnelle des ressources**

35. Bien souvent, il est important que les gouvernements adoptent des mesures juridiques et réglementaires à l’appui de l’utilisation efficace des ressources, notamment en limitant leur utilisation peu rationnelle. Dans la région, on peut citer plusieurs exemples de pays ayant adopté cette approche<sup>14</sup>. Par exemple, dès 1979, Singapour a été un pionnier de l’adoption et de l’application obligatoire de normes de construction respectueuses de l’environnement favorisant l’utilisation rationnelle des ressources, aussi bien dans les bâtiments anciens que nouveaux, publics ou privés. Les Philippines et la Malaisie ont également fixé des normes en matière d’efficacité de

<sup>14</sup> Programme des Nations Unies pour l’environnement, *Capacity Building and Policy Needs Assessment for Sustainable Consumption and Production* (Bangkok, 2013). Disponible à l’adresse: [http://www.switch-asia.eu/fileadmin/user\\_upload/RPSC/policy-assessment/Needs-Analysis-Final-report.pdf](http://www.switch-asia.eu/fileadmin/user_upload/RPSC/policy-assessment/Needs-Analysis-Final-report.pdf).

<sup>15</sup> Nouvelle-Galles du Sud, Office of Environment and Heritage, « Government Resource Efficiency Policy (GREP) » (29 mars 2017). Disponible à l’adresse: [www.environment.nsw.gov.au/government/policy.htm](http://www.environment.nsw.gov.au/government/policy.htm).



l'utilisation des ressources dans le domaine du bâtiment<sup>16</sup>. Plusieurs pays ont également édicté des lois relatives à la responsabilité élargie des producteurs pour certains produits. Ces lois obligent les producteurs à prendre les dispositions voulues pour assurer la collecte, la réutilisation et le recyclage des produits lorsque ceux-ci perdent leurs propriétés de biens de consommation. Par exemple, en 1995, le Japon a adopté une réglementation concernant la responsabilité élargie des producteurs qui s'applique aux matériaux d'emballage<sup>17</sup>. De nombreux pays en développement de la région se dotent de réglementations prévoyant la responsabilité élargie des producteurs dans le secteur de l'électronique. Plusieurs pays de l'Asie et du Pacifique ont institué des réglementations nationales visant à rendre la production plus propre afin de réduire les émissions et les déchets d'origine industrielle et de mieux utiliser les ressources. Le Gouvernement chinois a mis en place un cadre national de législations, de règles et de réglementations qui a conduit à l'adoption d'un dispositif obligatoire d'audits visant à favoriser une production plus propre au niveau national, dispositif qui existe depuis plus de dix ans. Les avantages économiques directs découlant de ce système sont estimés à plus de 3 milliards de dollars par an<sup>18</sup>.

36. Les marchés publics verts constituent un autre exemple de promotion de l'utilisation rationnelle des ressources à l'aide de cadres réglementaires. Le Gouvernement japonais s'est doté depuis longtemps d'une politique officielle visant à promouvoir l'achat, par l'État et autres entités, de biens et de services respectueux de l'environnement (il s'agit de la loi sur la promotion des achats écologiques). Le Gouvernement indien a recommandé l'adoption d'une législation prévoyant des dispositions et arrangements institutionnels visant à encourager le gouvernement central à acquérir des produits et des services plus écologiques. Un enseignement important qui ressort des diverses démarches législatives visant à promouvoir l'utilisation plus efficace des ressources est que les cadres réglementaires sont plus efficaces lorsqu'ils s'accompagnent d'activités telles que la sensibilisation aux dispositions de la loi et la diffusion plus large de l'information, ainsi que d'incitations financières propres à encourager leur application dans les politiques<sup>16</sup>.

### **3. Créer un cadre macroéconomique global de promotion de l'utilisation rationnelle des ressources**

37. Il est indispensable de se doter d'un cadre macroéconomique global conçu pour favoriser l'utilisation rationnelle des ressources. Les politiques fiscales, les politiques budgétaires, y compris dans le domaine des marchés publics, l'élimination des subventions et autres mesures qui faussent les prix des ressources naturelles, la budgétisation, les politiques d'investissement et les filets de sécurité sociale sont quelques-unes des composantes essentielles d'un tel cadre. Ensemble, ces politiques macroéconomiques définissent la structure des incitations dans une économie, lesquelles déterminent le comportement des consommateurs et des producteurs. Il est important que ces

<sup>16</sup> Programme des Nations Unies pour le développement, *Promoting Energy Efficiency in Buildings: Lessons Learned from International Experience* (New York, 2010). Disponible à l'adresse: [www.thegef.org/sites/default/files/publications/EEBuilding\\_WEB\\_2.pdf](http://www.thegef.org/sites/default/files/publications/EEBuilding_WEB_2.pdf).

<sup>17</sup> Hajime Yamakawa, « The EPR for packaging waste in Japan », *Extended Producer Responsibility: Updated Guidance for Efficient Waste Management*, Organisation de coopération et de développement économiques (Paris, 2016). Disponible à l'adresse: [www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/9716061ec018.pdf?expires=1499159024&id=id&accname=ocid195767&checksum=45B655C7AE463CE6BD533B19C7F8F15A](http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/9716061ec018.pdf?expires=1499159024&id=id&accname=ocid195767&checksum=45B655C7AE463CE6BD533B19C7F8F15A).

<sup>18</sup> Duan Ning et al., « Analysis on Cleaner Production policy and its results in China », 2009. Disponible à l'adresse: [www.advancesincleanerproduction.net/second/files/sessoes/4a/1/D.%20Ning%20-%20Relatorio%20-%204A-1.pdf](http://www.advancesincleanerproduction.net/second/files/sessoes/4a/1/D.%20Ning%20-%20Relatorio%20-%204A-1.pdf).

incitations soient harmonisées afin de faciliter la transition vers l'utilisation rationnelle des ressources.

38. Sur les vingt-cinq principaux pays qui subventionnent la consommation de combustibles fossiles dans le monde, dix se trouvent dans la région<sup>19</sup>. L'adoption de réformes des politiques de subvention des combustibles fossiles permettrait d'enregistrer des progrès considérables en matière d'utilisation rationnelle des ressources. Par exemple, la réforme des subventions accordées aux combustibles fossiles adoptée par la République islamique d'Iran, qui a consisté en une diminution des subventions aux combustibles, en un programme de transfert de fonds en faveur des ménages ainsi qu'en des incitations fiscales en faveur des technologies économes en ressources, a permis une réduction de 38 % de la consommation d'essence et de diesel<sup>20</sup>. Cet exemple montre bien qu'il convient de mener des interventions simultanées dans le cadre de multiples politiques. La taxation des rentes tirées de l'exploitation des ressources naturelles et la mise en place en parallèle d'incitations fiscales en faveur des secteurs économes en ressources pourraient ouvrir la voie à l'utilisation rationnelle des ressources. Toutefois, il est important de contrebalancer les répercussions sociales néfastes de ce type de politiques – en particulier sur les populations pauvres et vulnérables – en se dotant de filets de protection sociale appropriés (comme les programmes ciblés de transfert de fonds).

#### 4. Promouvoir des cadres de financement propices à l'utilisation rationnelle des ressources

39. Le modèle empirique des déterminants de la productivité des ressources (voir encadré 2) fait apparaître une corrélation positive et importante entre le niveau de revenu (PIB par habitant) et la productivité des ressources. Ce constat montre que la transition vers une utilisation rationnelle des ressources exige des mécanismes et des moyens financiers robustes. Les coûts supplémentaires associés au passage à des technologies ou des outils de gestion des ressources plus efficaces exigent souvent des investissements initiaux qui peuvent sembler peu attractifs par rapport aux approches classiques, d'autant que les méthodes traditionnellement utilisées pour évaluer les investissements ne prennent pas en compte les coûts et avantages sur le plan environnemental et social. Il faut donc pouvoir compter sur des mécanismes de financement innovants et des méthodes d'évaluation intégrées pour transposer à une plus grande échelle et reproduire les pratiques d'utilisation rationnelle des ressources. Par exemple, la promotion à grande échelle des installations de production de biogaz au Viet Nam a pu se faire grâce à la mobilisation des fonds de financement de l'action climatique<sup>21</sup>. Les obligations vertes sont une autre source émergente de financement. Dans la région, les gouvernements de la Chine, de l'Inde et de la République de Corée sont de grands utilisateurs des obligations vertes pour surmonter les défis du développement durable et promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources (en particulier pour ce qui est de la consommation d'énergie)<sup>22</sup>. Le recours à ces divers mécanismes de financement, les mesures d'atténuation des risques, ou encore la fourniture de garanties à l'aide de ressources et de subventions publiques peuvent contribuer

<sup>19</sup> Banque asiatique de développement, *Fossil Fuel Subsidies in Asia: Trends, Impacts, and Reforms—Integrative Report* (Manille, 2016).

<sup>20</sup> CESAP, « Environmental tax reform in Asia and the Pacific », avril 2017. Disponible à l'adresse: [www.unescap.org/sites/default/files/S2\\_Environmental-Tax-Reform.pdf](http://www.unescap.org/sites/default/files/S2_Environmental-Tax-Reform.pdf).

<sup>21</sup> Voir: [www.snv.org/sector/energy/topic/biogaz](http://www.snv.org/sector/energy/topic/biogaz).

<sup>22</sup> Asia Investor Group on Climate Change, « Investing for the climate in Asia », septembre 2016. Disponible à l'adresse: <http://aigcc.net/wp-content/uploads/2015/12/AIGCC-final.pdf>.

à réduire les coûts d'investissement initial et à appuyer la création d'un marché intérieur ouvert aux solutions durables.

## **5. Réévaluer les portefeuilles commerciaux et leurs incidences sur l'utilisation rationnelle des ressources**

40. La composition des importations et des exportations des pays semble avoir une incidence sur l'utilisation qui est faite des ressources. En ce qui concerne l'échantillon de pays analysés (voir encadré 2), une forte dépendance à l'égard des exportations de minerais semble nuire à la productivité des ressources. Cela démontre clairement que les économies qui sont excessivement tributaires des exportations de produits primaires doivent trouver des moyens plus productifs d'exploiter les ressources minérales au niveau national. Parallèlement, contrairement aux tendances mondiales, qui montrent qu'une grande dépendance à l'égard des matières premières agricoles importées entraîne une hausse de la productivité, dans les pays de la région Asie-Pacifique, une forte dépendance à l'égard des importations de matières premières agricoles et autres matières premières (comme les minerais et les métaux) semble avoir un impact négatif sur la productivité des ressources. On pourrait en conclure que la région n'a pas la même productivité que les autres régions du monde lorsqu'elle transforme ses matières premières agricoles importées et autres produits bruts en des produits à valeur ajoutée. Ce constat montre également qu'il serait possible d'utiliser plus rationnellement les ressources dans les secteurs qui s'appuient actuellement sur des matières premières importées dans leurs processus de production. Par conséquent, les pays doivent revoir la composition de leurs exportations et importations et chercher activement des possibilités d'exploiter les ressources de manière plus rationnelle. En outre, l'analyse présentée dans la section précédente, qui étudie le lien entre indice de développement humain et tendances en matière d'utilisation rationnelle des ressources dans la région, révèle que certains des pôles de production émergents en Asie sont parvenus à enregistrer des progrès dans l'indice de développement humain, malgré un recul de l'utilisation rationnelle des ressources. On peut donc se demander si les centres de production qui étaient auparavant implantés dans des zones plus développées de la région et ont délocalisé leurs activités vers ces pays utilisent les ressources moins rationnellement et provoquent davantage de stress environnemental. Les pays doivent donc évaluer les incidences environnementales de la place qu'ils occupent dans les chaînes de valeur mondiale et prendre les mesures voulues pour tenter de remédier à toute aggravation du stress environnemental.

### **Orientations stratégiques sectorielles**

41. En s'appuyant sur les bases solides sur lesquelles reposent les politiques macroéconomiques, il est impératif de faire appel à des politiques sectorielles ciblées si l'on veut utiliser les ressources de manière plus rationnelle. Ces orientations sectorielles permettent également de promouvoir des approches participatives en vue d'une utilisation plus efficace des ressources.

## **6. Transposer les objectifs d'amélioration de l'utilisation des ressources dans les politiques sectorielles**

42. Les politiques régissant les secteurs clefs de l'économie doivent tenir compte de la nécessité d'utiliser rationnellement les ressources. Par exemple, une proportion importante des prélèvements d'eau douce dans la région, à savoir environ 70 %, est utilisée pour la culture

irriguée<sup>23</sup>. Par conséquent, les politiques agricoles qui favorisent expressément les économies d'eau auront un effet notable dans ce domaine dans l'ensemble de la région. L'incitation au recours à des pratiques agricoles plus économes en ressources et à la facilitation du partage des connaissances<sup>24</sup> sur les meilleures pratiques sont des exemples de telles politiques. Les politiques suivies par le secteur manufacturier peuvent être conçues de sorte à prendre en compte systématiquement les objectifs d'utilisation rationnelle des ressources. Par exemple, le Gouvernement indien a introduit un nouveau système de certification pour les entreprises manufacturières appelé « Zéro effet, zéro défaut ». Il s'agit de conseiller les entreprises sur la façon de réduire les défauts de fabrication et de limiter au minimum l'impact de leurs activités sur l'environnement. Les entreprises sont évaluées en fonction de critères bien définis, notamment de normes sectorielles en matière d'utilisation efficace des ressources, et font l'objet d'une évaluation de la performance<sup>25</sup>.

## 7. Progresser rapidement sur la voie des technologies efficaces et renforcer les capacités d'innovation

43. Le progrès technologique et l'amélioration de la capacité d'innovation sont des facteurs essentiels de l'utilisation plus efficace des ressources. D'après le modèle empirique décrit ci-dessus (voir encadré 2), il semblerait que plus le secteur manufacturier occupe une place importante dans l'économie totale, plus les effets sur la productivité des ressources sont positifs. Cette croissance du secteur manufacturier marque une évolution vers des structures de production reposant sur les technologies de pointe, ce qui n'est pas le cas dans les économies dominées par le secteur agricole. L'adoption rapide de technologies économes en ressources aurait un rôle central à jouer dans le processus conduisant à une utilisation plus rationnelle des ressources.

44. Pour la région, cette évolution technologique passera essentiellement par la transition vers des sources d'énergie renouvelable. Le cadre analytique décrit dans l'encadré 2 montre que le passage à des sources d'énergie renouvelable est un facteur déterminant de l'augmentation de la productivité des ressources. Or, la part des sources modernes d'énergie renouvelable étant encore relativement modeste dans la région<sup>26</sup>, la transition vers ce type d'énergie est pour elle une excellente occasion d'ouvrir la voie à l'utilisation rationnelle des ressources. En Asie, de nombreux pays ont déjà franchi le pas et opté pour des technologies plus économes en ressources fondées sur les énergies renouvelables (en particulier l'énergie solaire)<sup>27</sup>. Parallèlement, la mise à niveau (l'ajout, sur des systèmes plus anciens, de nouvelles technologies ou fonctionnalités) des technologies pour les rendre plus économes en

<sup>23</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, « Successfully managing Asia's transitions to achieve food and nutrition security for all and build vibrant rural communities in a water-secure and prosperous Asia-Pacific Region: A white paper on water and food security in the Asia-Pacific » (Bangkok, 2015). Disponible à l'adresse: [www.asia-water.org/images/Library/EFWSDoc/A%20White%20Paper%20on%20Water%20and%20Food%20Security%20in%20the%20Asia-Pacific.pdf](http://www.asia-water.org/images/Library/EFWSDoc/A%20White%20Paper%20on%20Water%20and%20Food%20Security%20in%20the%20Asia-Pacific.pdf).

<sup>24</sup> Les Levidow et al., « Improving water-efficient irrigation: prospects and difficulties of innovative practices », *Agricultural Water Management*, vol. 146 (décembre 2014) pp. 84-94.

<sup>25</sup> Voir: <https://zed.org.in/brief-history>.

<sup>26</sup> *Regional Cooperation for Sustainable Energy in Asia and the Pacific*, (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.17.II.F.10). Disponible à l'adresse: [www.unescap.org/sites/default/files/publications/REGIONAL%20COOPERATION%20FOR%20SUSTAINABLE%20ENERGY%20IN%20ASIA%20AND%20THE%20PACIFIC.pdf](http://www.unescap.org/sites/default/files/publications/REGIONAL%20COOPERATION%20FOR%20SUSTAINABLE%20ENERGY%20IN%20ASIA%20AND%20THE%20PACIFIC.pdf).

<sup>27</sup> David Ferris, « Indian microgrids aim to bring millions out of darkness » 16 janvier 2014. Disponible à l'adresse: [http://e360.yale.edu/features/indian\\_microgrids\\_aim\\_to\\_bring\\_millions\\_out\\_of\\_darkness](http://e360.yale.edu/features/indian_microgrids_aim_to_bring_millions_out_of_darkness).

ressources peut se faire dans un grand nombre de domaines d'activité, comme la construction, le bâtiment, les transports, le secteur manufacturier et les services à la collectivité (distribution d'eau et d'énergie notamment). Bien que les technologies économes en ressources et abordables existent, plusieurs entraves pourraient ralentir leur adoption à grande échelle, notamment le manque de connaissances et de savoir-faire technologique, l'absence de marchés fonctionnels, ainsi que la résistance au changement. Face à ces nombreuses difficultés, les partenariats public-privé sont très importants, car ils peuvent contribuer à développer des plateformes pouvant mettre en avant et faire connaître les technologies économes en ressources commercialement viables.

45. L'innovation est un très bon moyen de dissocier la consommation de ressources et la croissance<sup>28</sup>. Dans notre échantillon, on constate une forte corrélation entre investissements élevés dans la capacité d'innovation (mesurée par les dépenses de recherche-développement) et l'utilisation plus rationnelle des ressources. Les réussites au niveau microéconomique, telles que le projet pilote en faveur de logements économes en ressources mis en œuvre aux Philippines, révèlent qu'il est possible d'enregistrer de nombreux gains en matière d'efficacité de l'utilisation des ressources lorsque les administrations locales et les communautés travaillent ensemble pour mettre au point des innovations pertinentes au niveau local<sup>29</sup>. De façon plus générale, les objectifs en matière d'utilisation rationnelle des ressources doivent être une priorité des politiques nationales en matière de science, de technologie et d'innovation. Les modèles d'affaires innovants peuvent également contribuer à l'utilisation rationnelle des ressources. Par exemple, de nouveaux modèles économiques qui favorisent le partage ou la location de la même ressource par plusieurs utilisateurs peuvent réduire considérablement le niveau de consommation de ressources<sup>30</sup>. À l'aide de cadres politiques favorables, les apports de l'innovation sociale et des entreprises sociales peuvent également être mis à contribution pour promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources<sup>31</sup>. Ainsi, un environnement politique propice à un écosystème innovant et fonctionnel joue un rôle central dans la promotion des objectifs nationaux en matière d'efficacité de l'utilisation des ressources.

## 8. Faire de la gestion efficace des déchets une priorité

46. La façon dont les pays gèrent les déchets qu'ils produisent est également un aspect essentiel d'une utilisation plus rationnelle des ressources. À cet égard, le principe des « 3R » – réduction, réutilisation et recyclage – et la gestion efficace du cycle des matières contribueront à dissocier la consommation de ressources et la croissance économique. En effet, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, la gestion inefficace des déchets est également une occasion de valorisation manquée. En raison des modes de vie à forte intensité de ressources de la classe moyenne émergente, la production de déchets dans ces pays ne va faire qu'augmenter. Utiliser moins

<sup>28</sup> Organisation de coopération et de développement économiques, « Policy guidance on resource efficiency », mai 2016. Disponible à l'adresse: [www.oecd.org/environment/waste/Resource-Efficiency-G7-2016-Policy-Highlights-web.pdf](http://www.oecd.org/environment/waste/Resource-Efficiency-G7-2016-Policy-Highlights-web.pdf).

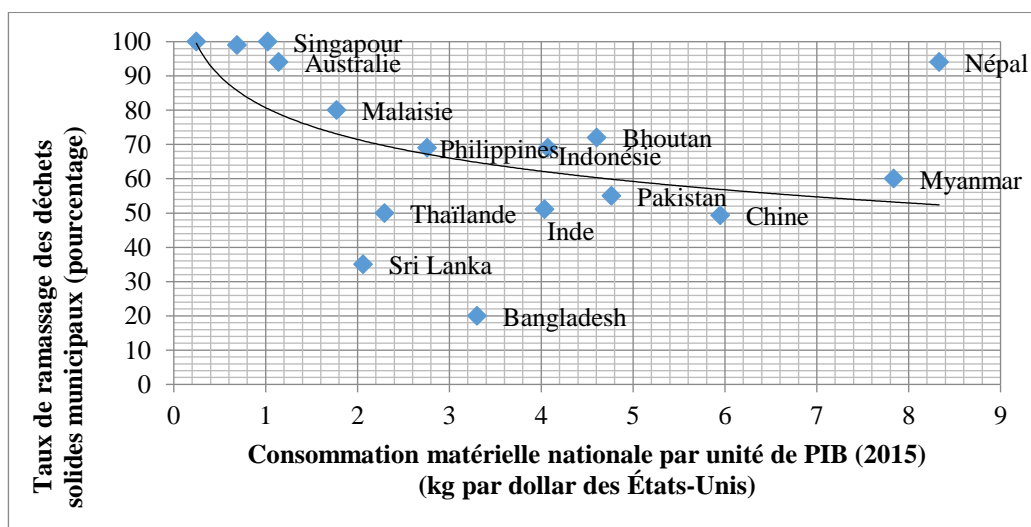
<sup>29</sup> Voir: [www.unescap.org/sites/default/files/Naga\\_Climate%20Change%20Resilient%20Pilot%20Housing%20in%20the%20Philippines%20For%20Half%20of%20the%20Market%20Price.pdf](http://www.unescap.org/sites/default/files/Naga_Climate%20Change%20Resilient%20Pilot%20Housing%20in%20the%20Philippines%20For%20Half%20of%20the%20Market%20Price.pdf).

<sup>30</sup> Commission européenne, « European semester thematic fiche: resource efficiency », 26 novembre 2015. Disponible à l'adresse: [http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/themes/2015/resource\\_efficiency\\_20151126.pdf](http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/themes/2015/resource_efficiency_20151126.pdf).

<sup>31</sup> L'Australie offre un exemple de cette pratique, voir à l'adresse: [www.sustainability.vic.gov.au/services-and-advice/funding/social-impact-investment-for-sustainability-program](http://www.sustainability.vic.gov.au/services-and-advice/funding/social-impact-investment-for-sustainability-program).

de ressources pour produire autant, tout en réutilisant et en recyclant les ressources matérielles pour accroître la production est un moyen d'utiliser plus efficacement les ressources. La figure VII illustre la gestion des déchets mesurée en fonction du taux de ramassage des déchets solides municipaux et de l'utilisation des ressources dans les pays de la région. Elle montre que des pays plus performants en termes d'utilisation des ressources en général ont également un meilleur bilan en matière de gestion des déchets. Ce constat dénote le lien étroit entre efficacité des ressources et gestion des déchets et souligne qu'il est important d'accorder l'intérêt voulu aux politiques de gestion des déchets. Il existe plusieurs exemples concluants de législation nationale visant à promouvoir de meilleures pratiques de gestion des déchets dans la région. Par exemple, le Gouvernement indien a promulgué en 2016 une loi sur les déchets électroniques en vertu de laquelle les producteurs comme les consommateurs ont la responsabilité de mieux gérer les déchets électroniques<sup>32</sup>. De même, le Gouvernement chinois a promulgué en 2008 une loi relative à l'économie circulaire pour promouvoir le principe des « 3R », qui préconise une évolution concrète des processus de production et de consommation grâce à la récupération des ressources<sup>33,32</sup>. D'autre part, il est également important de promouvoir simultanément des démarches « en aval » et décentralisées de la gestion des déchets, qui se fondent sur une plus grande participation des consommateurs et des autorités de gestion des déchets.

Figure VII  
Gestion des déchets et utilisation des ressources



Source: calculs de la CESAP, d'après des données tirées du *Waste Atlas* et de la base de données statistiques de la CESAP. Voir: [www.atlas.d-waste.com/](http://www.atlas.d-waste.com/) et [http://data.unescap.org/escap\\_stat/](http://data.unescap.org/escap_stat/) (sites consultés le 12 juin 2017).

## 9. Produire des données et des indicateurs de meilleure qualité en matière d'utilisation rationnelle des ressources

47. Il importe de suivre de près les tendances en matière de consommation et d'utilisation rationnelle des ressources afin d'analyser les effets des diverses politiques appliquées en la matière et de rectifier la trajectoire si nécessaire. Cette démarche est particulièrement importante puisque certaines mesures

<sup>32</sup> SWITCH-Asia Mag, *Advancing the circular economy in Asia*, hiver 2016/17. Disponible à l'adresse: [www.switch-asia.eu/fileadmin/user\\_upload/SCREEN\\_final\\_singlepages02.pdf](http://www.switch-asia.eu/fileadmin/user_upload/SCREEN_final_singlepages02.pdf).

<sup>33</sup> CESAP, *Low Carbon Green Growth Roadmap for Asia and the Pacific: Turning Resource Constraints and the Climate Crisis into Economic Growth Opportunities* (ST/ESCAP/2631). Disponible à l'adresse: [www.unescap.org/sites/default/files/Full-report.pdf](http://www.unescap.org/sites/default/files/Full-report.pdf).

destinées à accroître l'efficacité de l'utilisation des ressources sont susceptibles d'avoir des effets de rebond imprévus: par exemple, une amélioration de l'efficacité peut déboucher sur une consommation accrue de ressources. Des études ont notamment montré qu'un gain de 5 % d'efficacité énergétique dans le secteur industriel pouvait se traduire, par effet de rebond, par une augmentation de la consommation de 36 % à court terme, et de 14 % à long terme<sup>34</sup>. Il est donc important que les politiques visant à promouvoir l'efficacité de l'utilisation des ressources comportent des mesures visant à éviter ces effets préjudiciables<sup>35</sup>. Par ailleurs, il faut définir des cadres statistiques permettant de recueillir des données plus granulaires (au niveau individuel et microéconomique) sur l'utilisation des ressources et leur efficacité, afin de quantifier et de contrôler précisément l'effet des politiques sur l'utilisation réelle des ressources. Les mégadonnées, les données d'origine satellitaire et autres sources novatrices de données peuvent également être exploitées en vue de mettre au point d'autres indicateurs de l'utilisation rationnelle des ressources.

#### IV. Conclusions et possibilités en matière de coopération régionale

48. La courbe de consommation de ressources dans la région et les modèles de développement actuels font peser un grave risque d'atteintes irréversibles à l'environnement, ce qui aura des conséquences sociales et économiques. Face à cette situation, il convient de prendre des mesures urgentes et de comprendre que le développement durable ne passera que par une transformation en profondeur des sociétés et des économies, transformation qui devra privilégier la qualité de la croissance, grâce à la gestion durable et à l'utilisation efficace des ressources.

49. Alors que la consommation globale de ressources continue d'augmenter dans la région Asie-Pacifique, on constate que celle-ci utilise ses ressources moins efficacement que la moyenne mondiale. C'est pourquoi l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation des ressources et le découplage de la croissance économique et de l'utilisation des ressources matérielles peuvent être très bénéfiques. Les gains en matière d'utilisation efficace des ressources sont étroitement liés à l'atteinte de plusieurs cibles associées aux objectifs de développement durable, en particulier ceux liés à l'environnement, et les mécanismes qui pourraient influencer sur les relations entre utilisation rationnelle des ressources et objectifs non liés aux ressources n'ont pas encore été étudiés. Les tendances en matière d'efficacité de l'utilisation des ressources semblant aller de pair avec les améliorations dans le domaine du développement humain (mesurées par l'indice de développement humain) dans les pays de la région, la mesure de l'efficacité de l'utilisation des ressources peut offrir des possibilités stratégiques aux pays en vue de la réalisation du développement durable. Il convient de souligner que les pays industrialisés comme les pays en développement de la région Asie-Pacifique ont enregistré des progrès en matière d'utilisation rationnelle des ressources, grâce à un certain nombre de mesures macroéconomiques et sectorielles. Pour porter leurs fruits, les mesures visant à mieux utiliser les ressources doivent être peu coûteuses et procurer des avantages. Les initiatives futures pour atteindre ces objectifs pourraient se

<sup>34</sup> Grant J Allan et al., « Modelling the economy-wide rebound effect », dans *Energy Efficiency and Sustainable Consumption: The Rebound Effect*, Horace Herring et Steve Sorrell, éd. (Basingstoke/New York, Palgrave Macmillan, 2009).

<sup>35</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Resource Efficiency: Economics and Outlook for Asia and the Pacific*, (Bangkok, 2011).

concentrer sur les neuf grandes orientations stratégiques présentées dans le rapport et résumées ci-après.

## A. Orientations stratégiques au niveau macroéconomique

50. Les orientations stratégiques au niveau macroéconomique joueront un rôle fondamental dans l'intégration des trois dimensions du développement durable, en assurant une cohérence des politiques et un cadre favorable à la transition vers l'efficacité de l'utilisation des ressources:

a) **Incorporer les objectifs en matière d'efficacité de l'utilisation des ressources dans les cadres nationaux de développement.** L'intégration et l'identification des rôles précis des différents secteurs dans la réalisation de ces objectifs contribueront à faciliter la transition vers l'efficacité de l'utilisation des ressources;

b) **Définir des mesures juridiques et réglementaires ciblées pour faire respecter les normes en matière d'utilisation rationnelle des ressources.** Pour que ces mesures soient véritablement efficaces, elles doivent s'accompagner de mesures complémentaires, sensibilisation et incitations financières par exemple, propres à stimuler l'utilisation rationnelle des ressources tout en procurant des bienfaits économiques;

c) **Créer un cadre macroéconomique global de promotion de l'efficacité de l'utilisation des ressources.** Les éléments constitutifs de ce cadre, à savoir la fiscalité, les réformes en matière de subventions et de politiques de tarification, les politiques d'investissement et les filets de sécurité sociale, sont importants pour créer une structure incitative de nature à promouvoir le passage à l'utilisation efficace des ressources;

d) **Promouvoir des cadres de financement propices à l'utilisation rationnelle des ressources.** Il sera essentiel de mettre en place un cadre financier porteur qui aide les pays à tirer parti des sources de financement novatrices pour progresser vers une utilisation rationnelle des ressources;

e) **Réévaluer les portefeuilles commerciaux et leurs incidences sur l'utilisation rationnelle des ressources.** Les pays doivent revoir la composition de leurs exportations et de leurs importations et la place qu'ils occupent dans les chaînes de valeur mondiale, en tenant compte des incidences de leurs activités sur l'utilisation des ressources. À ce titre, ils pourraient modifier leurs modes de production et de consommation afin de faciliter l'utilisation efficace des ressources et de réduire le stress environnemental lié à la croissance.

## B. Orientations stratégiques sectorielles

51. En s'appuyant sur la base des politiques macroéconomiques, il est impératif de mettre en place des interventions sectorielles ciblées si l'on veut parvenir à utiliser les ressources de manière rationnelle:

a) **Transposer les objectifs d'amélioration de l'utilisation des ressources dans les politiques sectorielles.** Les secteurs clefs (comme l'agriculture et le secteur manufacturier) doivent tenir compte des cibles en matière d'utilisation efficace des ressources dans leurs politiques sectorielles;

b) **Progresser rapidement sur la voie des technologies efficaces et renforcer les capacités d'innovation.** Il existe de nombreuses possibilités de progresser rapidement vers l'adoption de technologies plus efficaces et de créer des capacités d'innovation propres à promouvoir l'utilisation efficace des ressources;



c) **Faire de la gestion efficace des déchets une priorité.**

L'adoption à l'échelle institutionnelle de meilleures pratiques de gestion des déchets constitue une voie privilégiée pour mieux valoriser les ressources existantes, en particulier pour les pays où la classe moyenne est en pleine croissance;

d) **Produire des données et des indicateurs de meilleure qualité en matière d'utilisation rationnelle des ressources.** Il convient de produire des données et des indicateurs agrégés et ventilés se rapportant à l'efficacité de l'utilisation des ressources pour suivre les progrès accomplis, concevoir des politiques plus judicieuses et surveiller les résultats des politiques en la matière.

### C. Possibilités en matière de coopération régionale

52. Le fait que l'exploitation des ressources des pays en développement de la région est induite par la demande de consommation des pays développés est un argument en faveur de la coopération régionale entre les pays développés et les pays en développement en matière de promotion de l'utilisation rationnelle des ressources. Les neuf orientations stratégiques examinées dans le présent document offrent d'importantes possibilités de coopération régionale. La diversité des pays de la région, qu'il s'agisse de leur niveau de développement, de leur dotation en ressources et de leur efficacité dans ce domaine, ou de leur vulnérabilité face aux changements environnementaux, influera sur la façon dont les responsables politiques aborderont ces grandes orientations. Il sera indispensable de faire des efforts d'intégration des politiques et de promotion de l'état de droit pour concilier, d'une part, résultats dans le domaine de l'environnement et, de l'autre, croissance économique et inclusion sociale. Comme la région compte déjà de nombreux exemples de succès dans l'application de telles politiques, la coordination et la coopération régionales bénéficieraient de la mise en commun et de la diffusion plus large de ces pratiques.

53. Un soutien du système des Nations Unies sera nécessaire pour l'exécution des mesures convenues au plan régional en faveur de la gestion durable du capital naturel. La feuille de route régionale en vue de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique, élaborée en 2017, dresse une liste des moyens d'exécution correspondant aux domaines thématiques prioritaires recensés, parmi lesquels figure la gestion des ressources naturelles. Cette feuille de route offre un cadre permettant de faciliter la coopération régionale suivant les principes énoncés dans les neuf orientations stratégiques visant à promouvoir une utilisation rationnelle des ressources. Les possibilités de coopération régionale mentionnées dans la feuille de route concernent la promotion de politiques et stratégies tournées vers l'utilisation efficace des ressources et les technologies écologiquement rationnelles; le financement du développement; le partage des données d'expérience et la coopération dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, y compris des océans et des mers, en vue d'accroître la sécurité alimentaire et de préserver l'environnement; la conception et le partage de meilleures pratiques; ainsi que les possibilités de promouvoir des politiques intégrées fondées sur des approches et des méthodes systémiques. Dans ce cadre, il faudra peut-être réaliser des études analytiques pour mieux évaluer les liens entre l'utilisation rationnelle des ressources et les objectifs de développement durable et leurs cibles dans différents secteurs, et étudier les possibilités de tenir compte des dimensions environnementales dans l'indice de développement humain (ou autres indices). Il pourrait également être utile de mener des études de cas pour analyser l'application des dispositions juridiques et réglementaires dans le domaine de l'environnement, et étudier

l'incidence du prix des ressources naturelles sur la réduction des pratiques écologiquement non viables et sur la gestion des déchets et de la pollution.

54. L'orientation stratégique préconisant le réexamen des portefeuilles commerciaux repose sur l'idée que les accords commerciaux préférentiels négociés dans la région devraient également tenir compte des incidences en matière d'efficacité de l'utilisation des ressources. Pour y parvenir, il convient de renforcer les capacités des pouvoirs publics – en particulier en ce qui concerne l'intégration des politiques et les approches multisectorielles. L'orientation stratégique applicable à la technologie et à l'innovation appelle à une coopération régionale en matière de transfert de technologie et d'amélioration des systèmes d'innovation régionaux afin qu'ils favorisent l'utilisation rationnelle des ressources. Pour produire des données et statistiques de meilleure qualité dans ce domaine, il faudra que la communauté statistique de la région coopère à l'élaboration d'indicateurs harmonisés comparables entre pays.

55. La CESAP peut jouer un rôle décisif en facilitant la coopération régionale à l'aide d'orientations stratégiques macroéconomiques et sectorielles, en vue de promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources, à travers ses travaux analytiques et normatifs et ses activités de coopération technique. Le Mécanisme de coordination régionale pour l'Asie et le Pacifique, qui a été créé par la CESAP, offre, par le biais de son groupe de travail thématique sur la croissance économe en ressources, des possibilités de renforcer les capacités des gouvernements et autres parties concernées pour qu'ils puissent s'inspirer d'approches et d'outils permettant l'utilisation efficace des ressources dans le cadre des processus de développement, de planification et de mise en œuvre, de façon à concilier croissance économique, protection sociale et préservation de l'environnement.

---